

# SÉNAT DE BELGIQUE

## SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1995

27 JUIN 1995

**Proposition de loi modifiant l'article 232 du Code civil et l'article 1270bis du Code judiciaire, en ce qui concerne le divorce pour cause de séparation de fait (1)**

(Déposée par M. Erdman et consorts)

## DÉVELOPPEMENTS

La possibilité de divorcer pour cause de séparation de fait a été instaurée par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1974, au terme de longues discussions circonstanciées que les chambres législatives y consacrèrent à l'occasion de l'examen de la proposition de loi modifiant certains articles du Code civil relatifs au divorce, qui fut déposée par le sénateur Willy Calewaert et consorts (Sénat, session 1971-1972, doc. n° 161).

Comme le montre, notamment le rapport Rombaut (Sénat, session 1972-1973, doc. n° 141), deux conceptions se sont opposées: certains (dont l'auteur) estimaient que la séparation de fait constituait en soi une cause suffisante de divorce et voulaient instaurer en quelque sorte un automatisme; d'autres estimaient que la séparation de fait ne constituait pas en soi une cause suffisante, qu'il fallait, pour qu'il puisse y avoir divorce, que le mariage ait dégénéré manifestement en une « désunion irrémédiable », et que le juge avait, dès lors, un pouvoir d'appréciation à exercer en la matière. Le point de vue de ces derniers l'a finalement emporté.

(1) La présente proposition de loi a déjà été déposée au Sénat le 16 février 1995, sous le numéro 1315-1 (1994-1995).

# BELGISCHE SENAAT

## BUITENGEWONE ZITTING 1995

27 JUNI 1995

**Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 1270bis van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot echtscheiding op grond van feitelijke scheiding (1)**

(Ingediend door de heer Erdman c.s.)

## TOELICHTING

De mogelijkheid om uit de echt te scheiden op basis van feitelijke scheiding is ingevoerd door de wet van 1 juli 1974. Dit was de resultante van uitvoerige en langdurige besprekingen in de Wetgevende Kamers, op basis van het wetsvoorstel tot wijziging van sommige artikelen van het Burgerlijk Wetboek inzake echtscheiding, ingediend door Senator Willy Calewaert en c.s. (Senaat, 1971-1972, Gedr. St. nr. 161).

Zoals o.m. uit het verslag Rombaut blijkt (Senaat, 1972-1973, Gedr. St. nr. 141), botsten twee visies: de ene (van de indiener) beweerde dat de feitelijke scheiding op zichzelf voldoende reden was tot de echtscheiding, waarbij als het ware een automatisme ingesteld zou worden; de andere visie, die het uiteindelijk haalde, hield in dat deze feitelijke scheiding op zich geen voldoende reden was en dat er een « duurzame ontwrichting » van het huwelijk moest blijken, waarbij de rechter dus een beoordelingsrecht behoudt.

(1) Dit wetsvoorstel werd reeds in de Senaat ingediend op 16 februari 1995, onder het nummer 1315-1 (1994-1995).

Il convient de rappeler un « détail » remarquable, à savoir que plusieurs parlementaires se sont dits prêts, au cas où le second point de vue aurait été retenu, à ramener le délai de dix ans de séparation à cinq; finalement, l'on a quand même maintenu le délai de dix ans, ce qui a donné lieu à des commentaires acerbes (*cf.* le rapport Rombaut précité et l'intervention de Piet Vermeylen au cours de la discussion en séance publique — Annales du Sénat, 29 mars 1973, p. 804).

On aura dû attendre l'entrée en vigueur de la loi du 2 décembre 1982, issue elle aussi d'une initiative parlementaire, à savoir la proposition de loi Rik Boel modifiant les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1974 modifiant certains articles du Code civil et du Code judiciaire relatifs au divorce (Chambre des représentants, session 1979-1980, doc. n° 393/1), pour voir ramener le délai de dix à cinq ans. Il faut noter qu'il y avait, à ce moment-là, un consensus parlementaire en faveur de cette réduction.

Bien que le législateur ait déjà estimé, à l'époque, qu'il est préférable de dissoudre les mariages qui ont dégénéré en une désunion irrémédiable, plutôt que d'exiger une longue séparation de fait, et qu'il est toujours du même avis, la question du délai, cette fois de cinq ans, est une nouvelle fois posée.

Notre point de vue est clair à cet égard: lorsque la séparation de fait dure depuis deux ans, l'on peut présumer, à preuve du contraire, qu'une réconciliation n'est plus possible et, dès lors, que la désunion durable est établie.

L'aperçu suivant des initiatives parlementaires qui avaient la même portée que la présente proposition de loi prouve à suffisance qu'il existe un consensus au sujet de cette réduction ou, du moins, qu'un consensus doit être possible.

Sans vouloir être exhaustif, nous citerons:

- \* la proposition de loi Van Vaerenbergh modifiant l'article 232 du Code civil, Chambre des représentants, 1990-1991, doc. n° 1337/1;

- \* la proposition de loi Simons et Vogels modifiant la législation en matière de conflits conjugaux, Chambre des représentants, 1988-1989, doc. n° 644/1;

- \* la proposition de loi Van den Bossche visant à permettre le divorce pour cause de séparation de fait d'un an, Chambre des représentants, S.E. 1988, doc. n° 171/1;

- \* la proposition de loi Valkeniers modifiant l'article 232 du Code civil, Sénat, 1989-1990, doc. n° 1045-1.

Si l'auteur de la proposition à l'examen a retiré un amendement allant dans le même sens que celui qu'il avait déposé au cours de la discussion relative à la loi du 30 juin 1994, c'est sur la base d'objections de forme plutôt que d'objections quant au fond (voir à ce

Een opmerkelijk « detail » is dat tal van parlementsleden in die laatste optiek bereid waren de termijn van 10 jaar in te korten tot 5 jaar; uiteindelijk werd evenwel de termijn van 10 jaar aangehouden, wat tot bitsige commentaren leidde (*cf.* verslag Rombaut en de tussenkomst van Piet Vermeylen bij de openbare besprekking — Handelingen Senaat, 29 maart 1973, blz. 804).

Het zou duren tot de wet van 2 december 1982, opnieuw het resultaat van parlementair initiatief, met name het wetsvoorstel Rik Boel houdende wijziging van de artikelen 1 en 2 van de wet van 1 juli 1974 (Kamer van volksvertegenwoordigers, 1979-1980, Gedr. St. nr. 393/1), vooraleer de termijn van 10 jaar ingekort werd tot 5 jaar. Te vermelden valt dat er op dat moment een parlementaire consensus bestond over deze inkorting.

Daar waar de optiek was en is van de wetgever dat duurzaam ontwrichte huwelijken beter ontbonden worden dan de feitelijke scheiding te laten aanslepen, rijst vandaag opnieuw de vraag wat de termijn van 5 jaar betreft.

Onze mening is duidelijk: wanneer de feitelijke scheiding reeds 2 jaar aansleept, is er een weerlegbaar vermoeden van het feit dat er geen verzoening meer mogelijk is en bijgevolg de duurzame ontwrichting van het huwelijk bewezen is.

Uit het volgende overzicht van parlementaire initiatieven, die dezelfde strekking hadden als dit voorstel, mag ten overvloede blijken dat een consensus over deze inkorting bestaat of mogelijk moet zijn.

Zonder volledigheid na te streven citeren wij:

- \* wetsvoorstel-Van Vaerenbergh tot wijziging van artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek, Kamer van volksvertegenwoordigers, 1990-1991, Gedr. St. nr. 1337/1;

- \* wetsvoorstel-Simons en Vogels tot wijziging van de wetgeving inzake gezinsconflicten, Kamer van volksvertegenwoordigers, 1988-1989, Gedr. St. nr. 644/1;

- \* wetsvoorstel Van den Bossche ten einde echtscheiding mogelijk te maken op grond van één jaar feitelijke scheiding, Kamer van volksvertegenwoordigers, B.Z. 1988, Gedr. St. nr. 171/1;

- \* wetsvoorstel Valkeniers tot wijziging van artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek, Senaat, 1989-1990, Gedr. St. nr. 1045-1.

Waar een amendement in die zin van ondergetekende in de loop van de discussie over de wet van 30 juni 1994 ingetrokken werd, had dit eerder te maken met formele dan met inhoudelijke bezwaren (zie daaromtrent het verslag Lallemand en Maximus,

propos le rapport Lallemand et Maximus, Sénat, session 1993-1994, doc. n° 898-2). La réduction en question de la durée effective de séparation exigée doit être considérée dans la perspective de l'humanisation du divorce. Elle s'inscrit, du reste, dans le prolongement logique des adaptations apportées à la procédure de divorce par la loi précitée du 30 juin 1994. En outre, il est logique, si l'on peut obtenir le divorce par consentement mutuel après deux années de mariage, que l'on puisse engager une procédure pour cause de séparation de fait de deux ans.

De plus, l'expérience montrera qu'étant donné la durée de la procédure (abstraction faite de la durée de la procédure d'appel éventuelle), qui ne peut être engagée qu'après une période préalable de mariage et de cohabitation, le divorce ne pourra être prononcé que longtemps après l'expiration du délai visé de deux ans applicable en la matière.

On peut également se servir de la preuve par aveu, dont le principe a été instauré par la loi du 30 juillet 1994, et des possibilités ouvertes par l'article 931 nouveau du Code judiciaire, qui habilite le juge à veiller aux intérêts des enfants en procédant à leur audition.

Le principal objectif doit être de prévenir les conséquences sociales et psychologiques pénibles et regrettables d'une longue séparation de fait. Elles affectent non seulement les conjoints, mais aussi tous ceux qui subissent le stress psychologique avec eux, c'est-à-dire, notamment et surtout les enfants issus du mariage et/ou de la cohabitation avec un nouveau partenaire.

Il serait logique, à l'heure où des parlementaires prennent des initiatives en vue de régler les conséquences de la séparation de partenaires qui ont cohabité sans avoir été mariés, où l'on humanise la procédure de divorce (loi du 30 juillet 1994), où des discussions sur le fond sont en cours pour réformer la législation sur le divorce, que l'on examine fondamentalement, et ce, sans attendre, la question qui fait l'objet de la présente proposition.

Il faut, bien entendu, tenir compte des procédures en cours et indiquer clairement, par le biais de dispositions transitoires, dans quelle mesure les modifications proposées seraient applicables aux procédures engagées avant l'entrée en vigueur de la loi.

On pourrait disposer tout simplement que lesdites modifications ne sont applicables qu'aux actions engagées en première instance après l'entrée en vigueur de la loi, mais ce serait injuste; ce faisant, l'on alourdirait les normes auxquelles sont soumises les parties qui engagent des procédures.

Il semble donc logique de rendre lesdites modifications applicables aux litiges en cours, de sorte

Senaat, 1993-1994, Gedr. St. nr. 898-2). Deze inkorting van de duur van de feitelijke scheiding moet worden gezien in het kader van de humanisering van de echtscheiding. Deze vermindering is trouwens een logisch gevolg van de aanpassingen van de echtscheidingsprocedure, aangebracht door de reeds genoemde wet van 30 juni 1994. Daarenboven, indien men na twee jaar huwelijk een echtscheiding bij onderlinge toestemming kan bekomen, is het logisch dat na twee jaar feitelijke scheiding een procedure op basis van feitelijke scheiding kan worden ingeleid.

De praktijk zal daarenboven aantonen dat vertrekende van een voorafgaande periode van huwelijk en samenwonen en de duur van de procedure (onvermindert eventueel de duur van de procedure in hoger beroep), de echtscheiding slechts zal worden uitgesproken op een tijdstip dat de bedoelde termijn van twee jaar ver overtreft.

Anderzijds mag ook worden verwezen naar de bewijsvoering door bekentenis, ingevoerd door de wet van 30 juli 1994, en de mogelijkheden gesteld door het nieuw artikel 931 van het Gerechtelijk Wetboek, waardoor de rechter gemachtigd wordt om door het horen van de kinderen toe te zien op hun belangen.

Het moet hoofdzakelijk de bedoeling zijn de schrijnende en pijnlijke sociale en psychologische gevolgen van een feitelijke scheiding die langdurig aansleept, te voorkomen. Die gevolgen treffen niet alleen de echtgenoten, maar allen die met hen deze psychologische stress ondergaan, niet in het minst de kinderen, gesproten uit het huwelijk en/of uit het samenwonen met een nieuwe partner.

Op een ogenblik dat parlementaire initiatieven worden genomen om de gevolgen te regelen van een uiteengaen van samenwonende, ongehuwde partners, dat de rechtspleging inzake echtscheiding bij de wet van 30 juli 1994 gehumaniseerd wordt, dat besprekingen ten gronde aan de gang zijn om de echtscheiding te hervormen, is het niet meer dan logisch om in dit voorstel bedoeld probleem ten gronde en spoedig aan te pakken.

Men moet natuurlijk rekening houden met de hangende procedures en dus moeten overgangsbepalingen duidelijk maken in hoeverre de voorgestelde wijzigingen toepasselijk zijn of niet op de procedures ingeleid vóór de inwerkingtreding van de wet.

Een eenvoudige maar onrechtvaardige benadering zou zijn deze wijzigingen slechts van toepassing te verklaren op de gedingen die in eerste aanleg worden ingeleid na de inwerkingtreding van de wet; met deze zienswijze zou men de gedingvoerende partijen onderwerpen aan strengere normen.

Het lijkt dus logisch de bedoelde wijzigingen van toepassing te verklaren op de hangende gedingen,

qu'avant de se prononcer sur des actions engagées avant l'entrée en vigueur de la loi proposée, les cours et tribunaux doivent examiner simplement si la preuve a été effectivement fournie que la séparation de fait a bel et bien duré deux années avant la date de l'engagement de l'action.

Au cas où une action aurait déjà été rejetée par un jugement en dernière instance, et ce, conformément aux dispositions de la loi qui était applicable le jour du prononcé de la décision, les parties seraient libres d'intenter une nouvelle action après l'entrée en vigueur des modifications légales en question et compte tenu des critères qui seraient devenus applicables dans l'intervalle.

C'est pourquoi nous optons pour la formulation inscrite à l'article 45, § 2, de la loi du 30 juin 1994.

\* \* \*

## PROPOSITION DE LOI

---

### Article premier

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

### Art. 2

À l'article 232, premier et deuxième alinéas, du Code civil, le chiffre « cinq » est remplacé par le chiffre « deux ».

### Art. 3

À l'article 1270bis du «Code judiciaire, le chiffre « cinq » est remplacé par le chiffre « deux ».

### Art. 4

Les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la présente loi sont applicables aux litiges en cours, sous l'empire de la loi en vigueur le jour du prononcé de la décision.

waardoor de rechtbanken en hoven bij de beoordeeling van vorderingen, die ingeleden werden vóór de inwerkingtreding van de wet, slechts zullen moeten nagaan of effectief het bewijs is geleverd van de bedoelde twee jaar feitelijke scheiding en dit vóór de datum van de inleiding van de vordering.

Indien reeds een uitspraak in laatste aanleg een vordering zou hebben afgewezen, rekening houdend met de wet die in werking was op de dag van de uitspraak van de beslissing, zal het de partijen vrijstaan een nieuwe vordering in te leiden na de inwerkingtreding van de bedoelde wetswijzigingen en rekening houdend met de inmiddels geldende criteria.

Daarom wordt dus geopteerd voor de formulering zoals bepaald in artikel 45, § 2, van de wet van 30 juni 1994.

Frederik ERDMAN.

\* \* \*

## WETSVOORSTEL

---

### Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

### Art. 2

In artikel 232, eerste en tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek wordt het woord « vijf » telkens vervangen door het woord « twee ».

### Art. 3

In artikel 1270bis van het Gerechtelijk Wetboek wordt het woord « vijf » vervangen door het woord « twee ».

### Art. 4

De artikelen 1 en 2 van deze wet zijn van toepassing op de hangende gedingen, rekening houdend met de wet die in werking is op de dag van de uitspraak van de beslissing.

Frederik ERDMAN.  
Roger LALLEMAND.  
Michel FORET.  
Claude DESMEDT.  
Jan LOONES.  
Eddy BOUTMANS.



